

LES ACTEURS DE LA RECHERCHE

Document spécial
Voir pages centrales

3 L'obtention de brevets:
une question de temps
et de sous

4 Réforme de la maîtrise
en géographie

5 L'École de langues
en pleine expansion

Coopération UQAM-Amazonie

Prix d'excellence pour l'internationalisation

Les multiples retombées d'un projet de collaboration entre le département des sciences biologiques, l'Institut des sciences de l'environnement (ISE) et l'Université Fédérale du Pará (UFPA) au Brésil, ont mérité à l'UQAM un prix d'excellence pour l'internationalisation. Décerné par la Banque Scotia et l'Association des Universités et Collèges du Canada (AUCC), ce prix récompense «les initiatives réussies des universités canadiennes pour apporter une perspective internationale dans l'enseignement, la recherche et les services à la collectivité de leur campus». La rectrice recevra, au nom de l'Université, cette importante distinction, lors d'une cérémonie qui se déroulera le 3 mars à Ottawa.

Sylvie Trépanier



M. Domingos de Oliveira, professeur en sciences biologiques et directeur d'un projet dont les retombées, en matière d'internationalisation de la formation et de la recherche à l'UQAM, ont permis à cette dernière de se voir décerner un prix d'excellence. Spécialiste de la pollinisation, on le voit ici expliquer les particularités de la fleur de acerola que l'on retrouve dans la luxuriante région amazonienne.

UQAM-UFPA: un échange fructueux

Intitulé *Impacts et gestion environnementale en Amazonie*, le projet de coopération visait à la fois la formation de ressources humaines (échanges de professeurs et d'étudiants) et l'établissement de liens durables entre les chercheurs du Québec et du Brésil. Le but ultime? Renforcer le centre d'études et de

recherche en environnement de l'UFPA et favoriser le développement de projets spécifiques pour faire face aux défis qui se posent au sein des écosystèmes amazoniens. Selon le responsable du projet pour l'UQAM, M.

Domingos de Oliveira, l'initiative, qui a débuté en 1992, a eu un impact direct sur au moins 600 chercheurs, étudiants et intervenants, sans compter les nom-

Voir Prix en page 6

Des avenues pour relancer l'Université

Le Comité chargé d'étudier de nouvelles avenues budgétaires, conformément aux mandats qui lui ont été confiés, vient de soumettre son rapport au Conseil d'administration. Le document fait état du contexte, signale les dangers imminents qui menacent la poursuite des objectifs institutionnels et identifie un certain nombre de nouvelles voies à explorer. Précisons d'emblée qu'en formulant ses recommandations (voir Les recommandations), le Comité se dit conscient d'énoncer des pistes difficiles, des efforts considérables ayant déjà été consentis par la communauté universitaire. Les nouvelles économies - estimées à 18 M \$ sur six ans - que généreraient certaines des mesures proposées n'empêcheront évidemment pas l'UQAM de continuer d'avoir un déficit d'opération appréciable. Elles constituent toutefois, aux yeux du Comité, une démarche nécessaire pour affirmer la crédibilité de l'institution en vue d'obtenir une contribution accrue de l'État, laquelle est jugée indispensable.

réussi à réduire ses dépenses de près de 25 M \$, ces efforts n'ont pas compensé pleinement la réduction de ses revenus. À preuve, on prévoit que le déficit accumulé atteindra, au 31 mai 1999, près de 32 M \$. En outre, avec la fin du congé de cotisation au RRUQ, le déficit d'opération annuel, qui est actuellement de l'ordre de 10 M \$, pourrait doubler en l'espace d'un an. Selon le Comité, sans effort additionnel et sans refinancement, l'Université risque de se retrouver aux prises avec une spirale déficitaire incontrôlable qui, en trois ans, mènerait à un déficit accumulé de l'ordre de 100 millions, soit plus de 50 % de son budget annuel! Dans un tel contexte, c'est la propre survie de l'UQAM qui serait compromise.

Sauvegarder la mission

Il est clair toutefois, pour les membres du Comité, que les avenues retenues pour contenir le déficit devront viser la sauvegarde des orientations maîtresses qui ont caractérisé le développement de l'Université et sa mission propre. Les membres du

Contenir le déficit

Bien que l'Université, grâce à un train de mesures appliqué dès 1993, a

Voir Avenues en page 6

Galerie de l'UQAM

Michèle Waquant... d'un médium à l'autre

Du 5 mars au 17 avril, la Galerie de l'UQAM présente *Médianes*, une exposition qui réunit les oeuvres de Michèle Waquant. D'origine québécoise, Mme Waquant est l'auteure de travaux originaux qui ont été diffusés sur la scène nationale et internationale dans le cadre de différentes manifestations en arts visuels et médiatiques. Cette artiste, qui vit et travaille maintenant en France, se démarque, entre autres, par son incessante exploration de différents médiums et une vision particulière nourrie par un rigoureux questionnement du statut de l'image dans notre culture visuelle. L'exposition s'articule d'ailleurs autour de ces

passages fluides entre des images en mouvement (vidéos) et des images dont le mouvement est suspendu (photographies, arrêt sur image en vidéo), commenté (texte) ou représenté (dessin, tableau, aquarelle). De ces entrelacements, se révèle un processus de création basé sur la disponibilité d'un regard présent aux choses, aux lieux, aux atmosphères et aux figures qui nous entourent.

Réalisé par la commissaire Nicole Gingras et produit par la Galerie, le catalogue qui accompagne l'exposition permet à l'amateur de mieux saisir comment l'image se manifeste dans

l'oeuvre de Michèle Waquant et de quelle manière elle se constitue et se transforme d'un médium à l'autre. Le lancement, ainsi que le vernissage, auront lieu le 4 mars à 17h30 et des rencontres avec l'artiste sont prévues le 5 mars à 12h30 et le 6 mars à 14h. À noter que cette exposition circulera ensuite en France où elle sera présentée, notamment, à la galerie de l'École supérieure des Beaux-Arts de Marseille.

Michèle Waquant. *Médianes*.
Galerie de l'UQAM (J-R120)
Du 5 mars au 17 avril



Touristes au bord de la Seine, Michèle Waquant (1986) • Aquarelle, 72 x 103,5 cm

Un don planifié à la Fondation de l'UQAM: un geste social !

En faisant un don testamentaire, Jean-Claude Robert, professeur au département d'histoire, a décidé de contribuer à sa manière au programme de dons planifiés de la Fondation de l'UQAM. M. Robert a décidé de léguer à l'Université une partie de ses biens immobiliers, des biens monnayables dont la Fondation pourra se servir afin de répondre à des besoins criants. «Ça fait 25 ans que je travaille à l'UQAM et je continue de croire en la mission de cette université. Ce geste constitue pour moi un aboutissement logique, une dernière action, en quelque sorte, en faveur de l'institution», de dire M. Robert.

L'UQAM a déjà reçu, au cours des années, des legs testamentaires de la part de donateurs. Ils ont permis à la Fondation de dispenser un plus grand nombre de bourses à des étudiants méritants et de soutenir l'Université dans la réalisation de ses projets prioritaires. Selon la Fondation, un don testamentaire devient, jusqu'à un certain point, un geste social. En choisissant

une cause, la donatrice ou le donateur manifeste clairement ses choix sociaux tout en encourageant d'autres personnes à suivre son exemple.

Par ailleurs, comme le souligne Jean-Claude Robert, «compte tenu du contexte budgétaire difficile que l'on connaît, l'UQAM a besoin d'une marge de manoeuvre pour pouvoir continuer à soutenir financièrement des programmes de bourses d'études, des projets de recherche, ou des équipements. Quand nous avons implanté le programme de doctorat en histoire, nous avons reçu un appui financier de la part de la Fondation qui nous a permis, notamment, d'acheter des monographies spécialisées».

Rappelons que le programme de dons planifiés de la Fondation vise à offrir des moyens de contribution à long terme comportant non seulement les legs testamentaires, mais aussi les dons d'assurance-vie, la création de rentes et autres dons de cette nature. Ainsi, l'UQAM pourra constituer à la



M. Jean-Claude Robert, professeur au département d'histoire.

longue un patrimoine dont bénéficieront les prochaines générations d'étudiants.

1 Les demandes de renseignements ainsi que les modalités et la nature des dons demeurent confidentielles. On peut communiquer avec Mme Danielle Dagenais-Pérusse, directrice des dons planifiés à la Fondation de l'UQAM, au numéro de téléphone suivant: 987-3000 poste 3094 #.

Mission commerciale

Des étudiants à l'assaut de New York

Dans la foulée d'un partenariat inédit entre Québec, la Banque Nationale et l'UQAM, dont les détails ont été annoncés dernièrement, 72 étudiants de l'École des sciences de la gestion ont pris le car à destination de New York dans le but d'aider 12 PME québécoises à percer le marché américain. Plus précisément, c'est dans le cadre d'un cours de fin de bac intitulé *Stage pratique en gestion internationale*, que les étudiants se sont vu offrir la possibilité de compléter leur formation théorique par une expérience pratique en signant des contrats avec des entreprises clientes de la Banque Nationale afin de réaliser, pour elles, une étude de marché auprès de nos voisins américains. «S'ils vendent, je les embauche tous!», a lancé le président de la Banque, M. André Bérard, lors de la conférence de presse qui s'est déroulée juste avant que les étudiants ne quittent Montréal pour la Grosse Pomme.

Un défi stimulant

Eve Masse, une étudiante au bac en administration qui a accepté de se lancer dans cette aventure, se dit emballée par le projet confié à son équipe. Dans leur cas, il s'agira de sonder le marché américain pour le compte de la firme Woodflame. «Nous allons rencontrer une foule de grossistes et de détaillants, et on va tenter de les intéresser à notre produit, un BBQ au bois prêt en deux minutes grâce à une technologie nouvelle. On va faire des démonstrations, présenter des vidéos, discuter, convaincre, bref, apprendre les rudiments du métier par nous-mêmes, à New York, sur le terrain, par essais et erreurs... et ça, c'est très stimulant!». Tout comme Eve, l'ensemble des étudiants du groupe auront, à l'issue de ce séjour d'une semaine en sol américain, à livrer la marchandise aux PME qui les ont mandatés, ceci en leur communiquant les résultats de leur étude de marché, suggestions et recommandations y compris!

Pavillon J.-A.- DeSève

Inauguration officielle



Étaient présents lors de la cérémonie, Mme Pauline Leduc, rectrice, M. Claude Provencher, architecte et M. François Legault, ministre de l'Éducation du Québec.



Vue du deuxième étage.

Ci-contre, on aperçoit une partie de l'oeuvre intérieure de Mme Lucie Duval, intitulée *Traversée*.

Nomination de Guy Berthiaume

La vice-rectrice à la recherche, à la création et à la planification, Mme Louise Dandurand, a annoncé la nomination de M. Guy Berthiaume au poste de directeur du Bureau de développement des partenariats. À ce titre, M. Berthiaume planifiera la croissance des activités de l'Université dans les domaines des relations avec l'entre-

prise et de la coopération internationale. Détenteur d'un doctorat en histoire de l'Université de Paris VIII, M. Berthiaume a occupé divers postes au sein de l'Université et il a été vice-président et directeur général de la Fondation de l'UQAM de 1992 à 1996.

AVIS

Le comité d'agrément des groupes étudiants sera appelé à prendre connaissance et à rendre une décision relativement aux demandes suivantes:

Tendances 21^{ème} siècle

HILLEL-UQAM

Association étudiante de civilisation arabe de l'UQAM

Association des étudiants haïtiens de l'UQAM

Association des étudiants africains de l'UQAM

Club de soccer interuniversitaire étudiant de l'UQAM

L'UQAM

Éditeur
La direction du Service de l'information et des relations publiques
Université du Québec à Montréal
Case Postale 8888, Succ. «Centre-ville»
Montréal, Qué., H3C 3P8
Service de l'information interne
Directeur: Jean-Pierre Pilon
Rédaction: service de l'information interne
Tél.: 987-6177
Local J-M330
Adresse électronique:
JOURNAL.UQAM@UQAM.CA
Version W3: <http://www.medias.uqam.ca>
Le service de l'information interne est responsable de la publication de *L'UQAM* dont le contenu n'engage pas la direction de l'Université.
Publicité:
Rémi Plourde: 987-4043
Secrétaire: France Brûlé 987-6177
Photographies:
J.A.Martin et Sylvie Trépanier
Mise en page:
Services de graphisme, SIRP
Dépôt légal:
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 0831-7216
La reproduction des articles, avec mention obligatoire, est autorisée sans préavis.

DOCUMENT SPÉCIAL

DEUXIÈME VOLET

L'UQAM

Le 1^{er} mars 1999

LES ACTEURS DE LA RECHERCHE EN SCIENCES

Le **Journal L'UQAM** présente, dans ce numéro, le deuxième volet d'un document spécial sur les sciences, consacré cette fois aux différents types d'acteurs de la recherche. Les enjeux de la recherche scientifique, son financement, les défis particuliers rencontrés par les jeunes chercheurs, l'importance de la recherche appliquée et des partenariats, la compétition, etc., autant de questions que nous avons abordées avec cinq chercheurs de la Faculté des sciences. Des chercheurs en début de carrière ou plus établis, peut-être moins visibles que d'autres d'un point de vue médiatique, mais dont les activités expriment bien la dynamique spécifique de la recherche en sciences. Par ailleurs, d'autres acteurs jouent également un rôle essentiel, comme les membres du personnel professionnel et technique, ainsi que du personnel de gestion de la recherche. Ces artisans de l'ombre assurent, une présence constante afin d'appuyer et d'aider les chercheurs dans leurs tâches quotidiennes. Comme le travail qu'ils accomplissent est trop souvent méconnu, nous avons voulu lever un coin du voile en vous présentant quelques-uns d'entre eux.

COLLABORER AVEC L'INDUSTRIE

Géochimiste spécialisé dans les procédés de traitement et de transformation des résidus miniers, auteur de deux brevets, le professeur Maurice Morency du département des sciences de la Terre effectue ses projets de recherche en partenariat avec l'industrie privée. «J'aime voir les effets de nos recherches, à court terme», explique l'homme qui assume la direction scientifique du Centre de recherche en environnement UQAM/Sorel-Tracy, dont le laboratoire est situé dans les locaux du cégep de Tracy. Cette corporation à but non lucratif réunit depuis 1991 les grandes entreprises sidérurgiques de la région qui ont décidé de prendre leurs problèmes en main et d'y trouver des solutions.

«Je suis un partisan de cette collaboration avec l'industrie. Il faut se mouiller, apprendre à travailler avec eux, les aider à trouver des solutions aux problèmes environnementaux. Le monde entier a déjà effectué ce tournant vers la recherche appliquée. Mais au Canada il s'en fait très peu.» En Allemagne par exemple, il y a de nombreux centres de recherche, dont le UFZ Centre for environmental research Leipzig-Halle, où travaillent près de 500 chercheurs et techniciens. Le professeur Morency a élaboré avec ce Centre des solutions aux problèmes de contamination de l'environnement par différents résidus miniers.

Pour obtenir des contrats de recherche, il faut acquérir une crédibilité. La réputation se bâtit par le bouche à oreille, au fil des consultations. Une douzaine de projets majeurs avec l'Allemagne et les compagnies québécoises ont valu à M. Morency une solide réputation dans le domaine du recyclage des résidus industriels. Ces recherches l'ont amené à analyser les poussières générées par les

aciéries. «On ne peut pas élaborer de stratégie de remédiation si on ne connaît pas parfaitement en détail les résidus», explique le chercheur qui, grâce à sa formation en géologie des minéraux naturels, dispose d'un regard sur les substances polyphasées que ni le chimiste ni le métallurgiste possède.

Les analyses effectuées au Centre de Tracy et à l'UQAM, grâce à des appareils très sophistiqués comme le diffractomètre à rayons X et le microscope électronique à balayage, ont permis de caractériser très précisément les résidus. À l'aide d'un procédé avant-gardiste de «filtration colloïdale», on épure et raffine en poussières très fines (près du micron), ce qui permet de produire d'excellents pigments. Inutile de préciser que ce projet, qui entre dans la phase du banc d'essai à l'échelle industrielle, soulève l'intérêt de plusieurs partenaires financiers.

Mais travailler si étroitement avec l'industrie ne comporte-t-il pas un danger pour l'indépendance et la liberté essentielles au chercheur? «Je ne pense pas qu'il y a plus de danger dans ce type de recherche que dans celle où on est forcé de publier, de sortir des chiffres pour satisfaire aux exigences des organismes subventionnaires», soutient M. Morency.

Les recherches dirigées par M. Morency ont contribué à la formation de plusieurs étudiants de cycles supérieurs en sciences de la Terre et en environnement, soit une douzaine jusqu'en 1986 - dans la phase de recherche fondamentale - et six depuis 1995, dans le cadre de la recherche appliquée. Le professeur dirige présentement trois étudiants.



Le professeur du département de sciences de la Terre, Maurice Morency, devant une mine de lignite, en Allemagne, près de Leipzig.

FAIRE FACE À LA PRESSION



Mme Catherine Jumarie a intégré l'équipe de professeurs du département de sciences biologiques en juin dernier.

En 1999, un jeune chercheur en sciences trime dur, dans des conditions difficiles. On sait l'ampleur et l'impact des compressions budgétaires sur le financement public de la recherche. La tarte est trop petite, les convives trop nombreux. La compétition féroce dans cette arène arbitrée par des pairs impose une pression sur la recherche, l'atteinte de résultats, et bien sûr la publication d'articles dans des revues scientifiques prestigieuses.

Dénicher un poste de professeur dans un tel contexte, c'est pratiquement défier les lois de la nature. C'est pourtant ce qui est arrivé à Catherine Jumarie qui, à 34 ans, se voyait offrir en juin dernier un poste de professeure au département de sciences biologiques. Mentionnons que les candidatures avaient été sollicitées jusque dans la prestigieuse revue *Science*. Mme Jumarie a obtenu ce poste alors qu'elle avait un statut de chercheur autonome.

«Je suis assez chanceuse, confie Mme Jumarie. Ma première demande au CRSNG a été acceptée. Pour une "junior", c'est bon... En plus j'ai pu obtenir ce poste de professeure avec un parcours peu habituel, sans post-doc à l'étranger». Il faut savoir que de nombreux chercheurs cumulent jusqu'à trois post-docs sans obtenir d'emploi stable. Il n'y a pas de statut de chercheur à l'UQAM et les professeurs conjuguent enseignement, recherche et services à la collectivité.

Privilégiée, la jeune professeure? «Je pense que c'est normal d'espérer un "job" et d'en avoir un, explique-t-elle, et que ce n'est pas peut-être pas normal d'être génée d'en obtenir un. Vous savez, les gens ignorent dans quelles conditions les chercheurs travaillent.» Justement, quelles sont-elles? «Moi, je dois préparer mes cours, monter mon laboratoire, faire les

demandes de subventions, avancer la recherche et écrire des articles. Je dois assurer un minimum de bourses aux étudiants. Présentement, j'ai deux étudiants à la maîtrise, un au doc et un stagiaire. Je me sens responsable. Les premières années, au moins le quart du temps passe à préparer des demandes de fonds. Monter le labo, choisir et commander tout le matériel nécessaire, ça prend du temps et de l'argent. J'ai eu pas mal d'aide - près de 17 000 \$- du département et de la PAFARC, pour équiper le labo, et j'ai reçu des conseils de M. Savary du Service des approvisionnements».

Mais la pression reste énorme. Même avec l'aide accordée, la subvention de 31 000 \$ obtenue pour quatre ans ne sera pas suffisante. «Il faut entre cinq et huit ans avant d'atteindre un niveau productif. Avec 75 000 \$, on commence à avoir un laboratoire qui a de l'allure». Entre-temps, qu'attend de l'avenir celle qui, de son propre aveu, est «tombée en amour avec la biophysique» en 1988, lors d'un stage d'été au Groupe de recherche en transport membranaire (GRTM)? «Il faut être prête, saisir toutes les opportunités, et se préparer comme si tout pouvait arriver demain matin».

Membre du Centre de recherche en toxicologie de l'environnement (TOXEN) de l'UQAM et membre associé du Groupe de recherche en transport membranaire de l'UdeM, Mme Jumarie s'intéresse aux mécanismes de transport de métaux lourds et toxiques à travers les membranes biologiques, particulièrement à l'absorption intestinale du cadmium. Elle travaille également avec les professeurs Peter G.C. Campbell, spécialiste de la chimie des métaux à l'INRS-Eau et Francine Denizeau, du département de chimie.

Sylvie Trépanier

MIEUX COMPRENDRE LA PLANÈTE

Sylvie Trépanier



M. Jean-Pierre Blanchet spécialiste des sciences de l'atmosphère.

Professeur-chercheur à l'UQAM depuis 1991 et rattaché au département des sciences de la Terre, Jean-Pierre Blanchet est un spécialiste des sciences de l'atmosphère. La modélisation du climat, la physique de l'atmosphère, le rayonnement, les aérosols, les nuages et les effets anthropiques sur le climat constituent ses domaines d'intérêts. Détenteur d'un doctorat de l'Université de Toronto en 1984, M. Blanchet avait travaillé auparavant comme prévisionniste en météorologie pour le gouvernement fédéral.

Spécialisation et diversification

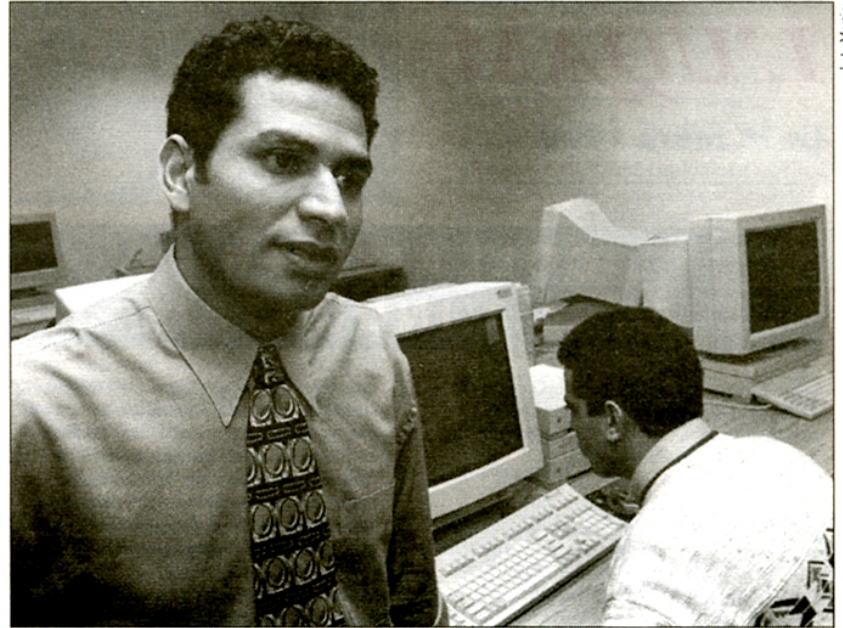
Jusqu'à présent, en compagnie d'autres chercheurs et divers partenaires, M. Blanchet a été associé à de nombreux projets de recherche. Il s'est notamment intéressé aux modifications de la température et de l'humidité dans les régions polaires pouvant affecter la formation de nuages stratosphériques, un élément clé dans la création du «trou d'ozone». Au moyen de simulations numériques¹, il a pu ainsi évaluer l'importance de ces changements climatiques. Par ailleurs, avec son collègue René Laprise des sciences de la Terre, il travaille au développement d'un modèle régional du climat qui, intégré à une région au choix, permet de raffiner les prédictions des changements climatiques et environnementaux. Enfin, au cours des trois dernières années, il était un des deux coordonnateurs d'une vaste recherche² visant à déterminer l'influence et l'impact des aérosols sur le climat canadien dans le contexte général du réchauffement de la planète, ainsi qu'à développer un modèle régional de climat de haute résolution dans les régions polaires, intégrant la dispersion des aérosols, leur composition, leur taille, etc.

Rassembler les connaissances

Pour Jean-Pierre Blanchet, les sciences de l'atmosphère, et plus généralement les sciences de l'environnement, exigent une collaboration accrue entre des chercheurs venant de différents horizons disciplinaires (chimie, hydrologie, foresterie, océanographie, etc.). «Les défis, explique M. Blanchet, qu'il s'agit de l'effet de serre, des changements ou catastrophes climatiques (sécheresse ou verglas) sont nombreux et mondiaux. Mais le grand défi actuel est de rassembler les connaissances qui sont dispersées pour développer une science globale. Il nous faut développer une conscience plus holistique de la science. L'enjeu est d'arriver à mieux comprendre notre planète». En outre, il y a tellement de problèmes à résoudre, souligne-t-il, que le regroupement de chercheurs devient une nécessité. «Dans la vision canadienne du développement de la recherche scientifique, on doit travailler ensemble et rechercher l'excellence. Ici, la compétition est moins forte qu'aux États-Unis ou en Europe. Bien sûr, la visibilité et la reconnaissance des chercheurs sont importantes, ne serait-ce que parce qu'elles favorisent la poursuite de la recherche. Cependant, on n'est pas là pour faire de la publicité ou de la politique, mais pour faire avancer la recherche».

- 1 La modélisation numérique du climat constitue un domaine d'étude récent des sciences de l'atmosphère ainsi qu'un nouveau champ de recherche permettant de catalyser les intérêts de différents chercheurs qui apprennent à parler un même langage.
- 2 Le projet de recherche intitulé Northern Aerosol Regional Climate Model (NARCM), financé grâce à des fonds de 350 000 \$ par année, regroupe une vingtaine de chercheurs provenant de diverses universités canadiennes et étrangères, ainsi que d'organismes gouvernementaux comme Environnement Canada ou le Centre climatologique canadien. M. L. A. Barrie, du Service de l'Environnement atmosphérique d'Environnement Canada, coordonne avec M. Blanchet la recherche.

TRAVAILLER EN PARTENARIAT



J. A. Martin

M. Mustapha Slamani, professeur-chercheur au département d'informatique.

Mustapha Slamani, 34 ans seulement, est un jeune professeur-chercheur au département d'informatique. Après des études en génie électronique à l'Université Laval et un doctorat à l'École Polytechnique, il est embauché à l'UQAM en 1995. Il est un spécialiste de la microélectronique et de ses applications, en particulier dans le domaine des ordinateurs. Ses intérêts de recherche portent, entre autres, sur la conception et la validation des circuits analogiques.

De nombreux projets

Mustapha Slamani a déjà obtenu des subventions de recherche du CRSNG et du FCAR, sans compter des fonds en provenance de l'UQAM pour du matériel et des équipements. Il participe, à titre de chercheur, au Groupe de recherche interuniversitaire en architecture des ordinateurs (GRIAO)¹, un réseau fondé il y a six ans et qui reçoit 175 000 \$ par année du FCAR. Enthousiaste et énergique, il mène de front plusieurs projets de recherche en partenariat avec des entreprises privées spécialisées dans les technologies de pointe en informatique, en télécommunications et en électronique. C'est le cas notamment des compagnies Hyperchips, Goal Electronics, ou encore HF-OPEIX². «Dans mon domaine, affirme-t-il, travailler seul ne mène à rien. Il faut former des équipes multidisciplinaires de chercheurs et développer des projets diversifiés». En outre, M. Slamani trouve le temps de codiriger une thèse de doctorat, tout en supervisant les travaux de six étudiants de maîtrise à l'UQAM et d'un autre à l'École de technologie supérieure (ETS).

Des défis à relever

Selon le jeune chercheur, les recherches dans le champ des nouvelles technologies de communication, si on les compare avec celles de la décennie précédente, possèdent un caractère de plus en plus appliqué, répondant notamment aux besoins de l'industrie. «La recherche appliquée permet de trouver des solutions concrètes à des problèmes réels et contribue aussi à satisfaire des besoins

humains. Ainsi, les progrès en informatique et en télécommunications, ajoute-t-il, ont permis que les hommes atteignent un niveau supérieur de communication». Quant au domaine de la microélectronique, souligne M. Yamani, il est très vaste et exige la formation d'un plus grand nombre de spécialistes, soit en génie, en conception et en modélisation. L'UQAM, rappelle-t-il, est la seule université canadienne à offrir un programme de premier cycle en microélectronique. Pourtant, d'ici deux ans, les industries canadiennes et québécoises auront besoin de plus de 15 000 spécialistes dans le domaine. Aussi, a-t-il participé à l'élaboration d'un projet de programme de bac en génie microélectronique, lequel pourrait contribuer à répondre aux besoins de formation en la matière.

«Pour un jeune chercheur, explique-t-il, les deux ou trois premières années sont les plus difficiles. Il faut faire sa place et développer une crédibilité en gagnant la confiance à la fois des organismes subventionnaires et des milieux de l'industrie».

- 1 En plus de l'UQAM, ce réseau de recherche compte des chercheurs en provenance des établissements suivants: l'Université de Montréal, l'École Polytechnique, l'Université Concordia et l'École de technologie supérieure (ETS).
- 2 Avec la compagnie Hyperchips, M. Slamani travaille au développement d'une nouvelle technologie, *Wafer-scale integration* (WSI), permettant la reconfiguration et l'interconnexion de systèmes d'ordinateurs puissants. Sa collaboration avec Goal Electronics porte sur la mise au point d'outils d'aide à la conception de circuits intégrés, et celle avec HF-OPEIX (en association avec son collègue Yves Blaquière) concerne le domaine de la téléphonie sans fil (modélisation de circuits).

LE FINANCEMENT PUBLIC DE LA RECHERCHE

Sylvie Trépanier



M. Clément Gariépy, professeur-chercheur au département des sciences de la Terre.

Quels sont les organismes subventionnaires majeurs qui financent la recherche scientifique? Quels sont les critères de sélection dans le processus d'octroi des subventions? La compétition est-elle forte pour obtenir des fonds de recherche? Telles sont quelques-unes des questions que nous avons abordées avec Clément Gariépy, professeur-chercheur au département des sciences de la Terre.

Les principaux organismes

Clément Gariépy a siégé trois ans au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG), un organisme subventionnaire fédéral majeur dans le domaine des sciences. Il a notamment fait partie du Comité de sélection des sciences de la Terre qui octroie des subventions pour des recherches et des équipements. En fait, le CRSNG compte 20 comités couvrant plusieurs disciplines: biologie cellulaire, mathématiques pures et appliquées, informatique, génie civil, sciences de la Terre, etc'. Selon M. Gariépy, «si un chercheur obtient une subvention du CRSNG, peu importe le montant, cela représente une carte de visite, un label de qualité et de crédibilité qui peut lui ouvrir des portes s'il veut aller chercher des fonds supplémentaires auprès d'autres organismes». Parmi les autres organismes subventionnaires importants, il faut mentionner le Conseil de recherches médicales du Canada (CRM) et, au Québec, le Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche (FCAR). Ce dernier, explique M. Gariépy, soutient des équipes ou des centres de recherche, ainsi que des nouveaux chercheurs pour les aider à démarrer.

Sélection et compétition

Pour être retenue, une demande de subvention doit répondre à certains critères. Au CRSNG, souligne M. Gariépy, il y a d'abord la qualité de la production scientifique des chercheurs au cours des quatre années antérieures à leurs demandes. «Leurs chances seront d'autant plus grandes s'ils ont publié des articles dans des revues renommées, telles que *Nature* ou *Science*». Puis, bien sûr, on tient compte de la qualité et de l'originalité du projet de recherche, ainsi que des possibilités qu'il offre en matière de formation et d'encadrement du

personnel de recherche (étudiants de deuxième et de troisième cycles, stagiaires post-doctoraux).

Pour évaluer la qualité des projets et les performances des chercheurs, insiste M. Gariépy, il ne faut pas s'attarder uniquement aux montants des subventions reçues. «On doit comprendre que les besoins et les coûts de la recherche peuvent varier d'une discipline à l'autre. Ainsi, un théoricien en mathématiques n'a pas nécessairement besoin d'aussi grosses sommes d'argent qu'un chercheur en sciences de la Terre qui doit utiliser des équipements onéreux ou encore se déplacer sur de longues distances pour le travail de terrain».

En ce qui concerne les jeunes chercheurs, M. Gariépy rappelle qu'au CRSNG, «leurs demandes sont examinées séparément de celles des chercheurs seniors et elles sont comparées entre elles. Les comités de sélection ont un préjugé favorable à leur égard». Évidemment, ajoute-t-il, la compétition est plus forte dans leur cas que pour les chercheurs établis, car ils doivent faire leurs preuves. Ceci est encore plus vrai dans les disciplines en émergence où les demandes de subventions sont nombreuses. Par exemple, en sciences de l'environnement, se retrouvent, entre autres, des biologistes, des géologues ou des chimistes.

En ce qui a trait aux résultats obtenus par l'UQAM aux concours de subventions de recherche 1998-1999 du CRSNG, soulignons qu'ils se comparent à ceux des années passées, totalisant 93 subventions accordées pour 107 demandes, ce qui représente un taux de succès de 87 %.

1 Soulignons qu'il existe des programmes spéciaux du CRSNG où il est obligatoire pour les chercheurs d'avoir des partenaires industriels. Les partenariats avec l'industrie privée sont plus fréquents dans certains secteurs (génie, informatique, sciences naturelles, etc.) en raison notamment de la forte dimension appliquée des recherches.

DE NOUVEAUX FONDS POUR LA RECHERCHE EN SANTÉ

Le gouvernement fédéral, dans son dernier budget, a annoncé son intention de créer une nouvelle organisation, les Instituts canadiens de recherche en santé (ICRS), afin de coordonner à l'échelle nationale l'effort de recherche du Canada et de mieux intégrer la recherche au système canadien de soins de santé. De plus, le budget fédéral prévoit ajouter 150 M \$ au budget de recherche en santé au cours des trois prochaines années. Ces crédits supplémentaires, de 50 M \$ par année, seront répartis comme suit: 27,5 M \$ pour le CRM; 7,5 M \$ pour le CRSNG; 7,5 M \$ pour le CRSH; 5 M \$ pour le Conseil national de recherches du Canada et 2,5 M \$ pour le Programme national de recherche et de développement de Santé Canada.

SOUTIEN FINANCIER AUX ÉTUDIANTS



Sylvie Trépanier

Dans l'ordre habituel, Arda Bédirian, étudiante à la maîtrise en biologie, écoutant les commentaires du professeur Eric Rassart, aux côtés de sa collègue Edith Sirard, du même programme.

Dans le domaine des sciences expérimentales, les étudiants doivent consacrer beaucoup de temps aux travaux de laboratoire, ce qui en laisse bien peu pour occuper un emploi rémunérateur. Afin de les aider à poursuivre à temps complet et avec succès leurs études de maîtrise ou de doctorat, plusieurs départements ont adopté des politiques de soutien financier qui visent à assurer un revenu minimal. Ces politiques départementales s'inspirent de la «Politique sur le soutien financier des étudiantes, étudiants de deuxième et troisième cycles» adoptée par le CA le 19 décembre 1995, qui constitue le règlement no 30 de l'institution.

Les bourses d'études des organismes subventionnaires (CRSNG, le FCAR, le CRM), sur la base des performances académiques, sont évidemment les plus intéressantes. Mais elles sont rares et très courtisées. Les politiques départementales misent donc sur la compensation financière offerte par le directeur de recherche, souvent accordée comme salaire à titre d'assistant de recherche, de même que sur la rémunération liée à des tâches d'auxiliaire d'enseignement et des charges de cours. Des bourses offertes par le département, la Fondation et le PAFARC viennent compléter le tout. On vise ainsi à

atteindre un revenu entre 10 000 \$ et 15 000 \$ en chimie, et 8 500 \$ en sciences biologiques.

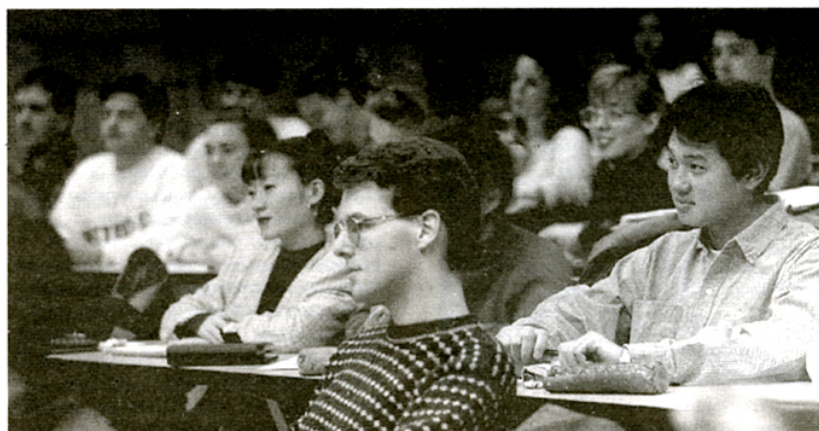
Une entente-cadre serait également sur le point d'être signée, qui permettrait à des étudiants de maîtrise en sciences de la Terre ou du doctorat en ressources minérales d'être embauchés comme géologues par un ministère, un centre de recherche ou une entreprise, dans le cadre d'un projet donné. Cette activité de terrain pourrait procurer à l'étudiant un revenu d'environ 12 000 \$. En sciences de la Terre, en mathématiques et en informatique, on a en outre instauré un programme de stages et de bourses de recherche au premier cycle, allant de 1 500 \$ à 3 500 \$.

On sait que chacun des départements dispose d'un budget lui permettant d'assumer les dépenses liées à la recherche, incluant les salaires des assistants de recherche, les bourses de recherche aux étudiants. Selon les données compilées par le Bureau des études, la proportion de ce budget qui est allée aux étudiants en 1997-1998 était de 23 % en chimie, 22,5 % en informatique, 26,8 % en mathématiques, 28,7 % en physique, 24,6 % en sciences biologiques et 24,8 % en sciences de la Terre. En moyenne à l'UQAM, cette proportion a été de 19,2 % pour l'ensemble des départements.



L'étudiante à la maîtrise en chimie Sandra Turcotte, travaille dans le laboratoire de la professeure de chimie Diana Averill. La hotte à flux lumineuse permet la manipulation de cellules cancéreuses en environnement stérile.

J.-A. Martin



DES ARTISANS DE L'OMBRE...

J. A. Martin



Sur la photo, **Hoa Le Thanh** (Ph.D. Chimie) prépare un échantillon pour l'introduire dans le «RMN», un appareil qui tient son nom de sa méthode d'analyse par résonance magnétique nucléaire (R.M.N.). De la même famille que les «scanners» utilisés en imagerie médicale, cet appareil de pointe en spectroscopie permet de déterminer l'arrangement structural d'un composé chimique. «Ce type de machines, ce sont nos yeux», reconnaît l'agente de recherche du département de chimie, qui est également chargée de cours en chimie organique. En plus de voir à l'entretien et au bon fonctionnement de la machine, Mme Le Thanh, qui est à l'UQAM depuis 15 ans, aide les étudiants de 2^e et 3^e cycles et ceux du 1^{er} cycle dans le cadre d'un projet de fin d'études, de même que sept équipes de recherche dans leurs travaux d'analyse et d'interprétation des spectres. Notons qu'à l'aide d'un tout nouveau système d'opération qui permet la communication en réseau, l'appareil fonctionne plus rapidement et permet d'avoir accès à distance aux résultats des analyses.

Marie Auclair travaille depuis 1990 comme professionnelle de la recherche au département des sciences de la Terre, là même où elle a acquis sa formation de deuxième cycle. Avec un petit nombre d'étudiants, soit un peu plus de 200 aux trois cycles, le seul département de géologie francophone à Montréal - ceux de l'UdeM et de Concordia ont fermé leurs portes - n'en est pas moins l'un des plus gros dans le domaine en Amérique du Nord. Bras droit du directeur Michel Lamothe, Mme Auclair épaula les chercheurs, dont les travaux portent sur la datation des roches et des sédiments à l'aide de la luminescence. En plus de soutenir la formation en laboratoire des étudiants des cycles supérieurs, elle effectue des démonstrations dans les cours du baccalauréat. «C'est un environnement dynamique et stimulant, qui procure toujours de nouveaux défis», confie l'agente que le directeur décrit comme l'âme du département.

Sylvie Trépanier



En 1985, après des études doctorales à l'Université de Marseille, **Bassam Ghaleb** intègre l'équipe du GEOTOP comme chercheur post-doc. Depuis, il n'a plus quitté ce centre de recherche qui jouit d'une réputation internationale et dont les compétiteurs - les plus gros centres de forages océaniques - se trouvent à New York et en Californie. Spécialiste de la géochimie isotopique, le chercheur d'origine syrienne met son talent et son expertise au service de cette équipe multidisciplinaire où il est devenu l'expert incontesté du spectromètre de masse à côté duquel on l'aperçoit sur la photo. Cet appareil ultra-perfectionné, qui mesure la composition des isotopes par un processus d'ionisation thermique, contribue à des avancées dans le domaine de la datation des carbonates, par exemple. Les quelque 4 000 analyses effectuées par cette imposante machine achetée en 1990 au coût de 700 000 \$ ont permis de contribuer à l'avancement des connaissances notamment en paléoclimatologie et en sciences environnementales. M. Ghaleb publie régulièrement, comme co-auteur et auteur principal. Sa thèse et ses recherches portent sur la famille de l'uranium. Il est agent de recherche.

Une maîtrise en chimie à l'UQAM a mené **Lucie Simoneau** au laboratoire de physiologie materno-foetale, où elle orchestre les travaux avec l'adresse nécessaire pour permettre à la professeure Julie Lafond de conjuguer les tâches de direction du département de sciences biologiques et ses travaux de recherche. Sur la photo, on aperçoit Mme Simoneau en train d'ajuster un pH. Depuis maintenant sept ans, l'agente de recherche participe activement aux travaux de Mme Lafond, qui portent sur le transport des acides gras et du calcium entre la mère et le fœtus, par le biais du placenta. Elle signe comme co-auteur des articles publiés dans de prestigieuses revues scientifiques. Mme Simoneau est aussi impliquée dans l'encadrement des étudiants de maîtrise et de doctorat. «C'est un travail stimulant, gratifiant et intéressant, qui nous oblige à toujours être à jour. Former des gens, c'est très agréable», avoue-t-elle spontanément.

Sylvie Trépanier



Sylvie Trépanier



...MAIS UN RÔLE INDISPENSABLE

L'électrophorèse capillaire est une méthode de séparation par laquelle des particules chargées sont entraînées par un champ magnétique à travers un capillaire. Cela permet d'identifier et de quantifier les composés. Surtout utilisé par les étudiants de 3^e année du bac en chimie ou biochimie, l'appareil n'a plus de secret pour **Isabelle Cloutier**, technicienne de laboratoire en enseignement au département de chimie. Mme Cloutier accompagne les étudiants qui passent au moins une journée par semaine dans ce labo. Détentrice d'un DEC en chimie analytique, elle travaille à l'UQAM depuis 1991.

Sylvie Trépanier



Tout au fond de son laboratoire, bien affairé, **Michel Preda**, agent de recherche au département des sciences de la Terre, veille à l'utilisation maximale des capacités de l'appareil que l'on aperçoit à droite. Acquis il y a six ans au coût de 280 000 \$, le diffractomètre à rayons X perce les plus profonds secrets des roches et des sédiments. L'appareil, qui supporte jusqu'à 39 échantillons à la fois et carbure jour et nuit, possède un actif de 41 000 heures travaillées depuis 1993. Ses analyses ont notamment permis d'élucider des problèmes environnementaux et de découvrir la vraie structure des polymères. Précieux collaborateur de plusieurs chercheurs en géologie, en environnement et en chimie, M. Preda, qui détient une maîtrise en géologie, partage son expertise entre l'enseignement aux trois cycles (40 %), la recherche (50 %) et les contrats externes (10 %). Il compte 25 ans de services à l'UQAM.

Odette Desrosiers est attachée d'administration au département de chimie où elle a été embauchée en 1985. Elle détient une maîtrise en chimie en plus de posséder une expérience en informatique. Actuellement, cinq techniciens de laboratoire et deux magasiniers travaillent sous sa responsabilité.

Les fonctions d'Odette Desrosiers sont des plus diversifiées. Il y a, d'abord, ce qu'elle appelle les «commandes» (de 1 000 à 1 500 par année) dont il faut assurer le suivi. C'est elle qui est responsable de l'achat des produits, des appareils et du matériel de laboratoire, la «vaisselle», comme on dit dans le milieu. Autre volet important, celui de l'informatique. À qui s'adresse-t-on si un appareil flanche soudainement, s'il y a urgence, et si le service de l'informatique est débordé ou ne peut intervenir rapidement ? «On est en première ligne et on est là pour répondre aux besoins des chercheurs. Avec mes magasiniers et mes techniciens, je mets la main à la pâte pour réparer un appareil, installer un nouveau logiciel, changer des pièces, et même faire de la menuiserie ou de la soudure. Bref, il faut se tenir à jour et connaître les développements technologiques les plus récents». Enfin, dernier volet, la gestion des budgets de recherche: vérification des dépenses des chercheurs, mise à jour des rapports budgétaires, etc. «Si une compagnie téléphone parce qu'une facture de matériel ou d'équipement n'a pas été payée, c'est moi qui m'en occupe. Si une subvention n'a toujours pas été reçue, j'établis le contact

J. A. Martin



avec l'organisme subventionnaire. On agit un peu comme des tampons».

Mme Desrosiers estime que, par son travail, elle évite aux chercheurs les soucis du quotidien, leur permettant ainsi de consacrer davantage de temps à leurs travaux de recherche. Toutefois, ses tâches et celles de ses collaborateurs se sont alourdies avec le temps, en raison surtout des compressions budgétaires. Il y a trois ans, rappelle-t-elle, le département de chimie comptait quatre secrétaires, un agent d'administration, une secrétaire de direction et un attaché d'administration. Aujourd'hui, il ne reste plus qu'une secrétaire et un commis logiciel. Malgré tout, les problèmes se règlent au jour le jour et on apprend à se respecter mutuellement.

J. A. Martin



Breveter une invention

Le chercheur travaille à son projet de recherche, dans son laboratoire. Puis arrive une trouvaille. Il le sait, il le sent, il y a là un potentiel commercial. Que faire? Cette découverte a-t-elle déjà donné lieu à un brevet? Sinon, faut-il tenter d'en obtenir un? Combien coûte cette démarche? Combien de temps faut-il compter avant d'être réellement protégé? La protection est-elle efficace? Peut-on intéresser un partenaire qui investirait en vue de commercialiser le produit? Questions simples pour situations complexes et variées.

«À ce jour, l'UQAM détient une quinzaine de brevets, qui protègent les inventions de professeurs dans des domaines très diversifiés tels que la manipulation génétique des plants, la caractérisation et la valorisation de résidus industriels, les piles électriques, etc...», explique Mme Hélène Thibault, administratrice des contrats au Bureau de développement des partenariats (B.D.P.). Responsable du dossier des brevets, le Bureau a développé au fil des ans une solide expertise qui lui permet d'offrir son soutien aux inventeurs. L'absence de facultés de médecine et de génie, et donc de centres de recherche ou de centre hospitalier affilié, explique le nombre peu élevé de brevets. «Malgré ce handicap, l'UQAM se sort très bien d'affaire lorsqu'on la compare aux autres universités, en retirant la part de brevets en santé et en génie», note Mme Thibault.

Un brevet définit la propriété intellectuelle de l'inventeur et lui accorde le droit exclusif d'exploiter son invention. On entend par invention une réalisation, un procédé, une machine ou une fabrication/composition de matières, ou un perfectionnement quelconque de l'un de ceux-ci. Pour être brevetée, une invention doit non seulement présenter un caractère de nouveauté, mais également d'utilité. Certaines inventions, en informatique par exemple, n'ont pas intérêt à être dévoilées. Le brevet n'est donc pas une stratégie appropriée dans ces cas. Pour l'industrie pharmaceutique par contre, la prise de brevets est une condition *sine qua non*. La protection qu'accorde le brevet dure 20 ans et n'est pas renouvelable. Seul l'inventeur, ou celui à qui il a cédé ses droits, peut déposer une demande de brevet, qui, au pays, est régie par une loi fédérale, la Loi sur les brevets d'invention.

Les étapes menant à l'obtention d'un brevet

Les démarches qui précèdent l'obtention d'un brevet sont longues et coûteuses: jusqu'à quatre ans dans le cas d'une invention comportant une plateforme technologique, près de 50 000 \$ lorsqu'on veut étendre la protection aux États-Unis, au Canada et à l'Europe, le double si l'invention nécessite plus d'un brevet. Le processus s'enclenche avec la «déclaration



Administratrice des contrats au Bureau de développement des partenariats, Mme Hélène Thibault pilote les dossiers de brevets depuis 1993.

d'invention», remplie par le professeur qui considère que son invention est susceptible d'être brevetée. «Jusqu'à présent, l'UQAM a reçu 22 déclarations d'invention note Mme Thibault, l'Université doit alors mesurer l'intérêt commercial et tenter de trouver un partenaire privé intéressé à commercialiser la découverte. Si elle décide de prendre brevet, elle conclut alors avec l'inventeur une «convention de cession», selon laquelle le professeur cède tous ses droits de propriété sur l'invention, en échange de l'engagement de l'institution d'entreprendre les démarches nécessaires». Conformément à l'article 28 de la convention collective des professeurs, ce contrat de cession prévoit déjà qu'advenant commercialisation, les revenus seraient partagés également, 50% à l'UQAM, 50% au professeur, après que les frais encourus aient été remboursés.

Une fois la convention de cession signée, un agent de brevets effectue ensuite une étude de préféabilité, vérifiant s'il y a déjà un brevet existant ou ce qui s'en rapproche, pour ensuite se prononcer sur les chances de succès. S'il recommande de soumettre une demande, on peut alors procéder à la rédaction puis au dépôt officiel de la demande de brevet à l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (U.S. Patent Application aux États-Unis). Si l'invention répond aux critères de nouveauté et d'utilité, le brevet sera accordé, en général huit ou 12 mois plus tard. La protection qui en découle est intéressante, mais il faut penser qu'il faut pour cela avoir les reins solides, et l'argent nécessaire, pour se défendre, le cas échéant. Mentionnons que le BDP a observé qu'une année, les chercheurs ayant obtenu des brevets avaient également réussi à aller se chercher des subventions.

«La politique entourant la prise de brevets a à peine dix ans, souligne Mme Thibault. C'est donc une très jeune tradition. Je pense qu'il faut voir cela comme un capital patient. Ce qu'il faut viser, c'est un succès, qui en entraîne un autre, puis un autre...».

Record d'achalandage aux activités du Forum

Le Forum des études supérieures et de la recherche, qui s'est déroulé récemment, a enregistré une participation record, tant du point de vue de la fréquentation des kiosques et des ateliers d'information, que de l'intérêt suscité par les initiatives étudiantes. Selon les informations fournies par Jean-Pierre Richer, agent de recherche et de planification au Bureau des études et responsable de l'événement, entre 150 et 200 personnes - «un sommet depuis 1994!» - se sont présentées aux kiosques d'informations sur les programmes de cycles supérieurs; quant aux activités Portes ouvertes et aux ateliers portant sur l'encadrement et le soutien financier, ils auraient également connu un fort achalandage.

Les initiatives étudiantes: un franc succès

En ce qui concerne les activités organisées par les étudiants des cycles supérieurs, lesquels bénéficiaient du soutien du Bureau, M. Richer en fait un bilan très positif: «Dans l'ensemble, les initiatives étudiantes se sont avérées de très grande qualité. Il y a eu du monde partout! Que ce soit à l'exposition sur l'instrumentarium Bachet



Dans le cadre du Forum des études supérieures et de la recherche, s'est tenu un colloque portant sur les rapports entre la théorie et la pratique théâtrale, lequel était organisé par le REMAD et le Comité de maîtrise en art dramatique de l'UQAM. Parmi les conférenciers invités, on retrouve, dans l'ordre habituel, Sébastien Martin, étudiant à la maîtrise en histoire de l'art (UQAM), André Lambert, étudiant au doctorat en études littéraires (Laval), l'animatrice Marie-Christine Lesage, professeure en études françaises (UdeM) et Roysd Fuentes-Imbert, étudiant à la maîtrise en art dramatique (UQAM).

ou aux colloques spécialisés qui se sont tenus en sciences religieuses, en théâtre et en sémiologie, et qui ont attiré, chacun, entre 50 et 70 personnes!» Compte tenu des succès remportés, on envisage sérieusement d'étaler le programme Initiative sur toute l'année.

Cette idée aurait d'ailleurs été très bien reçue, selon M. Richer, par les représentants étudiants et les directeurs de programme présents à une rencontre d'information tenue dans le cadre du Forum.

Prix de mode Smirnoff Deux finalistes de l'UQAM

Naomi Bilodeau et Danielle Martin de l'École supérieure de mode de Montréal comptent parmi les huit étudiants qui ont été sélectionnés pour représenter l'Est du Canada lors de la finale nationale des Prix de mode Smirnoff, à la fin mai à Toronto. Invités à imaginer un vêtement sur le thème de la «nature virtuelle», dans une version avant-gardiste et une version commerciale, ces étudiants ont été jugés sur l'originalité de leurs idées et la qualité de leurs esquisses par un comité d'experts. Ils doivent maintenant confectionner leurs créations en vue de la finale nationale qui réunira 16 finalistes provenant de toutes les régions du Canada. Le gagnant représentera alors le pays lors de la finale internationale des Prix de mode Smirnoff à Hong Kong, en novembre. Quant au lauréat de ce concours, il se verra automatiquement admis à la prestigieuse Saint Martin's School of Art and Design de Londres, en plus de recevoir une bourse d'environ 24 000 \$.



Bernadette Janvier, professeure au département de mathématiques

«Toute sa vie, mon mari a voulu transmettre le goût d'enseigner les mathématiques. Ce goût, l'étudiant André Lepage

l'avait aussi, mais il n'a pu partager sa joie d'apprendre avec les élèves. À leur mémoire et selon la volonté de Claude, le Fonds André-Lepage-Claude-Janvier financera des bourses pour les étudiants qui se destinent à la didactique des mathématiques. Pour moi, c'est une façon remarquable de perpétuer leur souvenir... et leur passion de la science.»

Renseignements :

Danielle Dagenais-Pérusse
Téléphone : (514) 987-3000, poste 3094
Courriel : dagenais-perusse.danielle@uqam.ca



Réforme de la maîtrise en géographie

Le programme de maîtrise en géographie offrira désormais un cheminement professionnel davantage orienté vers le marché du travail. Quant au cheminement avec mémoire, il donnera aux étudiants une plus grande latitude afin de développer une expertise personnalisée. Bref, une maîtrise mieux ciblée et plus spécialisée. Enfin, des modifications toucheront également le Diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) en systèmes d'information géographique.

Les objectifs de la réforme

«La réforme, explique Juan-Luis Klein, directeur du programme de maîtrise, répond à la nouvelle configuration du marché du travail qui exige de plus en plus de spécialistes en analyse du territoire. En outre, avec les développements de l'informatique, sont apparus de nouveaux outils de gestion du territoire tels que les systèmes d'information géographique». Aussi, le cheminement à caractère professionnel vise-t-il à former des spécialistes de la géographie appliquée, capables d'apporter des solutions aux problèmes d'aménagement du territoire et de planification spatiale des ressources physiques et humaines, tout en sachant utiliser les instruments techniques (logiciels) qui permettent une analyse spatiale plus approfondie¹. «Les étudiants, souligne M. Klein, auront aussi l'occasion de participer à des stages dans des corporations privées, des

firmez de consultants, des entreprises publiques, comme Hydro-Québec, ou encore dans des institutions qui ont à gérer un territoire donné (CLSC, Conseils régionaux de développement, etc.). Ils pourront ainsi acquérir des compétences et se créer des réseaux de contacts».

Le cheminement avec mémoire

Le cheminement recherche consiste, par ailleurs, en la formation de chercheurs aptes, d'une part, à comprendre les rapports que la société entretient avec l'espace et, d'autre part, à utiliser les méthodes et techniques, tant traditionnelles que de pointe, concernant le traitement systématique et informatisé de l'information géographique. «Le mémoire, ajoute M. Klein, prendra plus d'importance et la scolarité sera plus flexible en permettant un choix de cours à l'extérieur du programme et même de l'Université».

Le programme de DESS

Le changement majeur du programme de DESS en systèmes d'information géographique concerne le développement d'habiletés liées à l'analyse spatiale par l'apprentissage de techniques, de méthodes et de thématiques appropriées. De nouveaux cours seront aussi créés sur la mise en œuvre des systèmes d'information et sur la gestion de projets d'aménagement du territoire². En outre, le programme continuera d'offrir des stages dans des

entreprises publiques ou des firmes privées et de favoriser le développement de projets à l'étranger. «En fait, indique le responsable du DESS, Yves Baudoin, c'est tout le domaine de la gestion du territoire qui est en croissance. Après leurs études, 90 % des étudiants réussissent à se trouver un emploi!»

Ce qu'il y a de nouveau avec la réforme de la maîtrise, insiste M. Klein, c'est la préoccupation pour la formation de la conscience territoriale du citoyen. «Nous devons former des gens qui ont non seulement des compétences professionnelles, mais qui possèdent aussi des connaissances dans divers domaines». Par ailleurs, selon lui, le taux d'abandon à la maîtrise est en nette diminution et les demandes d'inscription sont trois à quatre fois plus nombreuses depuis les six dernières années.

- 1 À noter que les évaluations du programme de maîtrise et du DESS en systèmes d'information géographique se sont faites parallèlement et de manière intégrée afin de mieux arrimer les programmes d'études de deuxième cycle en géographie.
- 2 Le département de géographie vise l'objectif d'offrir éventuellement un deuxième DESS en planification territoriale.

Nouveau programme court à l'ESG



Sylvie Trépanier

L'École des sciences de la gestion et l'Association des détaillants en alimentation du Québec (ADA) ont signé récemment un protocole d'entente en vue d'offrir aux membres de cette association une formation universitaire de 18 crédits adaptée à leurs besoins. Élaboré de manière concertée par les deux partenaires, ce programme court visera, plus spécifiquement, à améliorer les habiletés et les compétences en gestion des propriétaires, gestionnaires et gérants de magasins de détail en alimentation. Les personnes

ayant complété avec succès les quatre cours qui composent la formation pourront ensuite poursuivre leurs études dans le cadre d'un certificat en administration des services. Étaient présents lors de la signature de l'entente: Mme Lynn Drapeau, vice-rectrice à la formation, M. Julien Bilo-deau, directeur intérimaire de l'ESG, M. Michel A. Gadbois, président-directeur général de l'Association des détaillants en alimentation, ainsi que M. Pierre Parent, secrétaire général et adjoint à la rectrice (absent sur la photo).

Conférences de la Chaire Concordia-UQAM

Sous le thème *La religion et l'État: Les défis sociaux de la diversité*, la Chaire Concordia-UQAM en études ethniques présente, au cours de la session d'hiver, une série de conférences qui se tiendront au pavillon Thérèse-Casgrain (salle W-3350).

Les conférences aborderont les questions du rôle de la religion dans l'État et du rôle de la femme dans la société, soit deux problématiques indissociables tant dans les pays du Moyen-Orient qu'en Occident. Les enjeux que comportent la place et le rôle de la religion à l'école et dans les institutions publiques au Québec y seront également débattus.

Le calendrier des conférences est le suivant:

- Le mercredi 10 mars: *Religion et intégration au Québec*. Conférence donnée par Mme Micheline Milot, professeure au département de sociologie (UQAM);

- Le mercredi 31 mars: *L'Islam et la femme: le voile comme espace de négociation de l'identité et de la modernité*. Conférence donnée par Homa Hoodfar du département de sociologie et d'anthropologie de l'Université Concordia;

- Le mercredi 7 avril: *La place de la religion à l'école*. Conférence donnée par Mme Micheline Milot, professeure au département de sociologie (UQAM), et M. Jean-Pierre Proulx, professeur à la Faculté d'éducation (Université de Montréal).

À noter que les conférences se donneront de 12 h 30 à 14 h. Pour de plus amples informations, on peut contacter M. Richard Bouhris au 987-3000 poste 4852, ou le secrétariat de la Chaire au 987-3000 poste 8766. Télécopieur: 987-3473.



M. Yves Baudoin, directeur du DESS en systèmes d'information géographique, et M. Juan-Luis Klein, directeur du programme de maîtrise en géographie.

Avec

finies les surprises

Seulement 2,75 \$ par mois...

Ça me fait plus d'argent dans mes poches !

Adhérez avant le 31 mars 1999 au ClicÉtudes ou au Fonds de roulement étudiant et courez la chance de gagner une des bourses.

3 X 2000 \$ à gagner

Informez-vous en succursale ou composez le 1 888 TELNAT-1

BANQUE NATIONALE

IL faut penser autrement

L'École de langues en pleine expansion

En plus d'avoir inauguré récemment ses locaux dans le tout nouveau pavillon J.-A. DeSève, l'École de langues de l'UQAM a d'autres raisons de fêter. Elle a ainsi connu une hausse importante de sa clientèle qui, en deux ans et demi, est passée de 4 500 à plus de 6 000 inscriptions par année. Cette augmentation serait liée notamment aux cours de francisation (certificat de français écrit pour non-francophones), à sa collaboration avec des universités étrangères, et à la création de l'école d'été qui accueillait en 1998 des étudiants de l'Allemagne, du Mexique et de l'Australie¹.

Des équipements de pointe

L'École de langues est désormais dotée de deux salles multimédia à la fine pointe des technologies de l'information comportant 30 postes de travail individuels, en plus d'un «poste-maître» relié à un système audio-visuel. Des cours peuvent s'y donner et des périodes libres sont aussi offertes aux étudiants qui désirent travailler seuls ou se perfectionner, explique le responsable des salles, M. André Laflamme. «Aucune autre université, à part l'UQAM, offre un équipement de pointe dédié à l'enseignement des langues», souligne la directrice de l'École, Mme Antje Bettin. Mais le grand défi, ajoute-t-elle, consiste à assurer la formation et le perfectionnement des enseignants afin qu'ils s'approprient les technologies. L'École poursuivra sa croissance selon les axes suivants: présence accrue des technologies qui rendent accessibles les documents multimédias actuels en langues secondes et étrangères; enseignement à distance; utilisation des ressources du réseau



On aperçoit M. André Laflamme, responsable des nouvelles salles multimédia de l'École de langues et Mme Sylvie Corbeil, secrétaire de l'École.

Internet. À ce propos, comme le souligne Léon-Gérald Ferland, directeur adjoint, le site web de l'École accueille, par semaine, 1 500 visiteurs d'ici et d'ailleurs.

De nombreux projets

En plus d'ouvrir une troisième salle multimédia l'été prochain, l'École entend ajouter des mineures et d'autres programmes courts à sa programmation. Elle veut ainsi arrimer sa programmation à celle du département de linguistique et de didactique des langues (majeure en linguistique et mineure en langues), ainsi qu'au programme de bac en langues secondes. Des propositions de mineures seront également faites à d'autres départements. Par ailleurs, l'École cherchera à développer son certificat de français écrit pour non-francophones - qui rejoint déjà plus de 1 000 étudiants chaque année - par l'ajout de cours spécifiques: communication orale avancée, phonétique corrective avancée, ainsi que français des affaires et du

commerce². Enfin, autre dossier important, celui de l'offre d'un premier certificat de francisation à la clientèle immigrante des COFI.

- 1 Rappelons que l'École de langues est responsable de 12 cours de langues modernes: français (langue seconde), allemand, anglais, arabe, chinois, espagnol, italien, japonais, langue des signes québécoise, portugais/brésilien, russe et vietnamien. Outre les concentrations et les programmes courts en allemand, en anglais, en italien et en espagnol, elle offre quatre certificats de premier cycle de 30 crédits qui peuvent faire partie d'un bac ès arts par cumul de certificats.
- 2 Offrant une série de cours non crédités (principalement d'anglais et d'espagnol) aux employés de l'Université et au grand public, l'École collabore aussi avec le Service de formation sur mesure de l'UQAM grâce à des cours conçus en fonction des besoins de l'entreprise et du marché du travail, tels que le français des affaires et l'anglais du commerce international.

Concours du Fonds d'innovation techno-pédagogique

Les professeurs et chargés de cours admissibles au programme de perfectionnement ont jusqu'au 1^{er} avril prochain pour présenter un projet dans le cadre du concours 1999-2000 du Fonds d'innovation technopédagogique (FITP)¹. Les résultats du concours seront dévoilés le 22 avril.

Selon le directeur du Centre de formation et d'innovation technopédagogique, M. Pierre Mackay, le FITP vise à offrir un soutien financier aux projets de développement technopédagogique les plus avancés. Des projets qui favorisent l'intégration des nouvelles technologies d'information et de communication (NTIC) dans les activités d'enseignement et les métho-

des pédagogiques, ainsi que le développement d'expériences en matière d'encadrement programmé et d'enseignement à distance.

Trois grands types de projets peuvent être présentés: 1) la médiatisation de cours, soit la conception d'outils, de contenus, d'approches et de stratégies intégrées utilisant les NTIC dans l'enseignement, à l'exclusion de la simple mise en ligne de syllabus et de documents de base d'un cours; 2) des projets structurants comme la conception d'outils pour plusieurs cours, pour un département ou un programme, ou bien pour un site web départemental; 3) la mise en réseau avec des partenaires externes.

Toute demande doit être faite par écrit et comprendre tous les éléments nécessaires pour que le comité puisse évaluer le projet. Les informations détaillées concernant le concours et les formulaires sont disponibles sur le site suivant: <http://www.ntic.uqam.ca>

- 1 Rappelons que le Fonds d'innovation technopédagogique est une des composantes du plan d'action de l'Université relatif à l'intégration des technologies d'information et de communication aux activités de formation. L'application du plan relève du vice-rectorat aux services académiques et au développement technologique (VRSADT).

Animation culturelle

Redéfinition globale du champ d'études

Le programme de bac en animation culturelle connaîtra une réforme majeure qui entrera en vigueur à compter de l'automne prochain. D'abord, le nom du programme change pour devenir celui d'animation et de recherche culturelles, reflétant ainsi la nouvelle orientation. Selon Franklin Midy, responsable du programme de bac, des étudiants questionnaient la pertinence de certains cours, se plaignaient du redoublement de contenus dans d'autres, et surtout s'interrogeaient sur la qualité de leur formation pour les préparer à affronter le marché du travail.



M. Franklin Midy, directeur du module d'animation et de recherche culturelles.

Les objectifs de la réforme

Les principaux objectifs visés par la réforme, explique M. Midy, sont les suivants: renforcer la pertinence du programme afin qu'il corresponde davantage aux besoins de la société québécoise dans le domaine de l'action culturelle; augmenter la qualité de la formation pour qu'elle soit plus appropriée au regard des exigences de qualifications de la profession; accroître la visibilité du programme et la reconnaissance de l'utilité sociale de la formation, ainsi que la valeur du diplôme décerné. «N'oublions pas, ajoute M. Midy, que ce programme est le seul du genre à être offert au Canada».

Les principales modifications

L'action culturelle, plutôt que la culture en général, devient le nouveau champ d'études et d'intervention du programme. Aussi, l'étude de l'action culturelle sera-t-elle abordée à partir de quatre domaines structurants: les rapports théoriques qui relient l'art et la culture à la société; les rapports existant entre l'État ou le marché et la culture; les contextes et les enjeux culturels; le domaine historique de l'action culturelle orientée vers le développement culturel et local¹. En outre, la formation sera désormais assurée dans cinq modules où les étudiants acquerront les habiletés professionnelles nécessaires, soit l'aptitude à l'étude empirique et théorique du phénomène culturel, ainsi que celles reliées aux tâches d'animation, de communication, d'enquête et de recherche sur le terrain, de gestion et d'action. Des stages en milieu de travail sont également prévus afin de renforcer le volet pratique des ap-

prentissages. «Les objectifs de formation, de préciser M. Midy, ont ainsi été redéfinis en termes professionnels plutôt que disciplinaires»

Des perspectives d'emploi

La demande sociale pour le développement d'activités culturelles, souligne M. Midy, s'est accrue considérablement au cours des dernières années. Les gouvernements se sont dotés de politiques culturelles, sans compter que de nouvelles problématiques sont également apparues, comme le fait de lier l'action culturelle au développement local ou régional. «Les différents paliers de gouvernement (municipal, provincial et fédéral), les Maisons de la culture, ou encore les organismes communautaires qui développent des activités socio-culturelles auprès des jeunes, des immigrants ou des personnes âgées, représentent autant d'employeurs potentiels pour les étudiants d'animation et de recherche culturelles qui veulent exprimer leur créativité et leur imagination».

- 1 Soulignons que le caractère pluridisciplinaire du programme sera renforcé à travers une contribution accrue des départements des communications et des sciences administratives, ainsi que par la participation nouvelle des départements d'études littéraires, de géographie et de musique. Afin d'assurer une certaine cohérence entre les cours, des équipes pédagogiques de programme seront formées où les enseignants pourront échanger entre eux et se concerter. De plus, pour un certain nombre de cours, du matériel de base sera créé: des syllabus-cadres ou encore des recueils de textes choisis.

RÉMI PLOURDE

PUBLICITÉ: 987-4043

...PRIX (suite de la page 1)

breuses personnes, au Québec et au Brésil, qui ont profité de la diffusion des connaissances.

Dans le cadre du projet, les objectifs de formation des ressources humaines et de développement de la capacité de recherche ont été, rappelle M. Oliveira, largement atteints, voire dépassés. À preuve, la diplomation de huit boursiers brésiliens (sept maîtrises et un doctorat), à laquelle on doit ajouter deux thèses et un mémoire réalisés par des étudiants de l'UQAM sur le thème de l'Amazonie brésilienne. En outre, une vingtaine de publications ont été produites sur diverses thématiques telles que la biodiversité, la pollinisation et la contamination par le mercure. Enfin, trois ateliers internationaux ont été tenus sur les impacts et la gestion environnementale en Amazonie, tandis que les bases étaient jetées pour la mise sur pied d'un réseau de centres d'excellence sur les milieux tropicaux humides avec des collaborateurs du Québec et d'Amérique du sud.

Les impacts sur l'établissement

Au chapitre de l'internationalisation de la formation, le projet a permis à des professeurs de l'UQAM d'intégrer leur expérience vécue dans des cours de certains programmes de cycles supérieurs, en plus d'assurer le jumelage des Chaires en environnement et développement durable

UQAM-UFPa. Par ailleurs, en 1997 et 1998, grâce au projet UQAMAZONE, plus de 40 étudiants uqamiens ont été formés en Amazonie brésilienne autour du thème de la biodiversité et de la conservation. Quatorze étudiants brésiliens, pour leur part, ont pu effectuer un stage au Québec en 1997 et d'autres sont attendus en 1999. Enfin, le projet a contribué à la création de cours de portugais brésilien à l'École de langues.

En matière d'internationalisation de la recherche, le projet a favorisé le développement d'une expertise québéco-brésilienne sur le mercure comme contaminant: association de deux centres de recherche de l'UQAM (le GEOTOP et el CINBIOSE) autour de l'analyse du mercure comme polluant et de ses effets sur la santé humaine; réalisation, depuis 1995, de trois projets de recherche financés par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), pour un montant total de 700 000 \$, dont la création d'un réseau transdisciplinaire interactif de scientifiques; publications conjointes de chercheurs québécois et brésiliens, ainsi que présentation des résultats de recherche dans des conférences internationales.

Une entreprise collective

Tout ceci, a tenu à rappeler M. Oliveira, n'aurait pas été possible sans l'implication active de plusieurs de

ses collègues et sans le soutien du Bureau de la coopération internationale (BCI) de l'UQAM. «De nombreuses universités du Québec et du Canada étaient sur les rangs pour obtenir ce projet. Or, c'est en grande partie grâce à l'action de Jean-Pierre Lemasson, du BCI, que l'expertise de l'ISE a été reconnue et retenue, et que la collaboration avec le Brésil a pu voir le jour.» Une collaboration dont le grand public pourra même admirer les fruits, puisque se déroule actuellement, au Biodôme de Montréal, une exposition intitulée «Secrets de l'Amazonie», laquelle comprend plusieurs des photographies réalisées par M. Oliveira au cours de ses différents séjours dans cette région.

Plus précisément, l'UQAM s'est distinguée dans la catégorie «contribution de projets de développement international universitaires à l'internationalisation».

...Avenues (suite de la page 1)

Comité ont d'ailleurs tenu à rappeler quelques-unes de ces orientations qui leur paraissent aujourd'hui fortement menacées:

- «La volonté d'être une université ouverte et accessible faisant place, dans ses programmes réguliers, à une population étudiante variée et permettant des modes souples d'appropriation des connaissances (étudiants à temps plein ou partiel; étudiants en formation initiale ou continue; décloisonnement des formations pour les adultes; développement de variétés «sur mesure» de dispensation de certaines formations créditées, etc.). Cette souplesse comporte aussi ses propres contraintes et ses coûts.»
 - «Un développement soutenu aux études de cycles supérieurs par le déploiement d'une variété de programmes novateurs à la fine pointe du développement des connaissances. À cet égard, l'UQAM a fait preuve d'une grande ouverture au partenariat avec les autres établissements universitaires pour l'offre conjointe de programmes.»
 - «Le souci constant d'améliorer la qualité de notre programmation, d'assurer le développement pédagogique et de favoriser la réussite aux études. À cet égard, l'UQAM a mis récemment de l'avant un plan intégré visant l'amélioration de l'encadrement des étudiants à tous les cycles.»
 - «Une volonté marquée d'appuyer nos programmes d'études sur une solide base de recherche. Avec les ans, l'UQAM a conquis sa place dans l'univers de la recherche subventionnée; cette position doit être consolidée. La place centrale de la recherche à l'UQAM doit demeurer un objectif stratégique premier et, dans cet esprit, le renouvellement du corps professoral constitue une préoccupation majeure.»
 - «Des services de soutien académique à la fine pointe des développements technologiques.»
1. Viser dans toute la mesure du possible le maintien du niveau actuel des ressources humaines, gage du succès des autres recommandations et de l'atteinte des objectifs de l'Université;
 2. Réviser la programmation académique en profondeur avec un objectif de réduction du nombre de groupes-cours à tous les cycles et en particulier au premier cycle, tout en maintenant la qualité de la programmation et la qualité de la formation;
 3. Viser une charge d'enseignement annuelle moyenne du corps professoral se rapprochant de 4 cours tout en préservant et consolidant l'effort de recherche et en développant les études aux cycles supérieurs, prenant donc en compte le caractère essentiel de la composante recherche de la tâche professorale;
 4. Définir et implanter une politique de rajeunissement et de renouvellement du corps professoral;
 5. Revoir la structure de la programmation ainsi que l'offre de programmes aux cycles supérieurs afin de recruter et de retenir un plus grand nombre d'étudiants. Un certain nombre de mesures telles que l'intensification du recrutement d'étudiants étrangers au doctorat devraient être mises en place;
 6. Poursuivre la rationalisation de l'ensemble des fonctions de soutien en questionnant la pertinence et le niveau de chaque activité de soutien dans les unités académiques et administratives;
 7. Miser sur la restructuration académique, la formation des secteurs et conseils académiques pour opérationnaliser les recommandations précédentes;
 8. Intensifier en parallèle et dans les meilleurs délais les représentations auprès des autorités gouvernementales afin qu'elles soient sensibilisées aux efforts de l'UQAM et qu'elles conviennent de réinvestir dans les meilleurs délais à l'UQAM.

Les pistes de solution proposées en vue de préserver ces orientations et d'assurer ainsi l'essor de l'UQAM devront, il va de soi, susciter l'adhésion au sein de l'Université. La Direction, ainsi que des membres du Comité, comptent donc, au cours des prochaines semaines, présenter le contenu du Rapport à la communauté universitaire. Dans l'intervalle, les personnes intéressées peuvent prendre connaissance du document sur le web à l'adresse suivante: <http://www.uqam.ca/>

Les recommandations

Selon les membres du Comité, l'application des huit recommandations suivantes pourrait contribuer à la relance de l'UQAM en lui donnant le souffle nécessaire pour lui permettre de relever les défis de l'an 2000.

Convaincu d'être

bien assuré?



Mieux assuré

Avec votre régime de groupe à La Sécurité

- L'assistance juridique sans frais
- Valeur à neuf
- Rabais pour les résidences munies d'un système d'alarme
- Assurance sur les biens des étudiants
- Assurance pour bijoux, fourrure, motomarine, etc.
- Assurance pour les travailleurs autonomes à domicile
- Rabais pour les 55 ans et plus
- Assurance pour les entreprises et les immeubles d'habitation
- et plus encore.

Appelez :

Montréal : (514) 281-8121 • Québec : (418) 835-6806 • Sans frais : 1 800 363-6344

Université
du Québec
à Montréal

La Sécurité,
assurances générales
PREMIER EN ASSURANCE DE GROUPE

Emplois d'été et mentorat en relations publiques

Le module de communications de L'UQAM et Everest relations publiques concluait récemment une entente pour la mise sur pied d'un programme d'emploi d'été et de mentorat destiné aux étudiants de deuxième année du baccalauréat en relations publiques. Division du Groupe Everest, Everest relations publiques est une entreprise de communication québécoise qui offre à ses clients une approche globale de la communication et du marketing, aussi bien à l'échelle locale, régionale que nationale.

Le programme, une initiative d'Everest, a pour but d'offrir à un étu-

diant l'occasion d'acquiescer de l'expérience, de côtoyer une équipe de professionnels et, ainsi, de faciliter son entrée dans le monde du travail. Au cours de la troisième année académique, l'étudiant rencontrera également, sur une base bimestrielle, un mentor d'Everest relations publiques afin d'assurer son encadrement professionnel. Selon l'entente, le programme d'emploi d'été sera annuel. Les étudiants qui souhaitent poser leur candidature pour un emploi de dix semaines, dès l'été 1999, seront évalués par un comité de sélection conjoint Everest-UQAM en fonction de leur engagement dans le milieu universitaire ou professionnel, leur

entregent, leur habileté à communiquer, ainsi que leurs résultats académiques.

«Ce programme d'emploi d'été jumelé à un encadrement par un mentor sera des plus formateurs (...) c'est une double intégration personnelle et professionnelle», de déclarer Christine Cuerrier, responsable du programme de mentorat de l'UQAM. Pour sa part, M. Michel Guitard, vice-président et directeur général d'Everest relations publiques, a souligné que «les entreprises ont un devoir de s'engager auprès des institutions d'enseignement et de contribuer à former la relève».

Consultation publique sur une politique environnementale

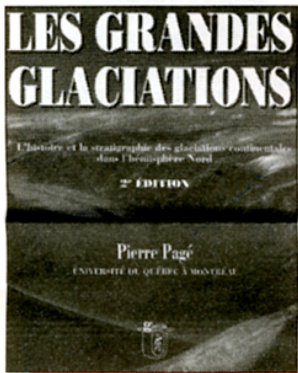


Sylvie Trépanier

Titres d'ici

Histoire des glaciations

Les grandes glaciations, tel est le titre de l'ouvrage que vient de faire paraître, chez Guérin, Pierre Pagé,



professeur au département des sciences de la Terre. Il s'agit de la deuxième édition, fortement augmentée, du livre *L'environnement glaciaire*, publié précédemment chez le même éditeur. On y dépeint avec plus de détails les scènes glaciaires qui se sont déroulées au cours de la tranche récente de l'histoire de la Terre qui fut sous l'emprise du gel à pierre fendre. La roche en place sur tout le territoire de l'Amérique porte les marques et les escarres d'une manifestation géologique spectaculaire: le passage d'immenses masses de glace épaisses de plusieurs kilomètres, s'écoulant depuis les zones d'accumulation centrales situées au coeur du Canada jusqu'à des limites géographiques imposées par la mer ou les climats latitudinaux plus tempérés. Les glaces ont été à la fois des agents d'érosion ainsi que les véhicules d'une charge de débris qui couvre présentement, en pellicule mince ou en corps sédimentaire plus étendu, l'espace géographique américain. Pourquoi y a-t-il eu sur une base épisodique, des Eres Glaciaires depuis plus de deux milliards d'années? «La réponse, écrit l'auteur, se dégagera de la meilleure connaissance globale de la planète, à savoir de l'appréhension des relations entre les grands ensembles que sont la lithosphère, l'hydrosphère, l'atmosphère et même la biosphère».

NTIC et psychosociologie

Sous la direction de Paul Carle, professeur en psychosociologie de la communication, viennent de paraître deux ouvrages: *Technologies de l'information et des communications: un avenir pour la psychosociologie?* et *L'avenir de la psychosociologie. Conférence exploratoire*. Le premier, qui constitue les Actes d'un colloque tenu en octobre 1998 à l'UQAM, aborde la question de la place des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) dans l'intervention psychosociale des années à venir. On y trouve une amorce de réflexion psychosociologique sur les NTIC, à la fois sous les angles théorique, pratique et éthique. En effet, les technologies dont on parle (Internet, Extranet, Intranet, courrier et forum électroniques, etc.) ne sont plus très très nouvelles et, pourtant, la psychosociologie jusqu'ici ne s'est pas vraiment interrogée et située quant à leur pertinence dans ses diverses formes d'intervention. Bien que plusieurs psychosociologues fassent appel à ces technologies, c'est surtout dans un cadre utilitaire. La psychosociologie n'a pas encore réfléchi sur les NTIC comme outils de changement, ni sur leurs impacts relative-

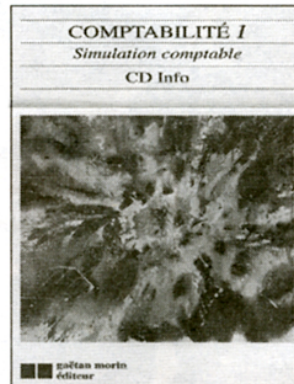


ment aux nouvelles façons de développer la communication et les relations humaines. Enfin, le deuxième ouvrage explore les différentes sources d'influence qui contribueront à façonner la

pratique psychosociale au Québec (y compris dans sa dimension internationale) dans les années à venir.

Simulation comptable

L'entreprise CD Info vend du matériel informatique et dispense des services d'installation de systèmes et



de formation sur les logiciels. Elle fait également des placements avec les sommes excédentaires résultant de ses profits. Cette entreprise fictive, qui n'en représente pas moins une réalité actuelle, a inspiré Robert Brien et Jean Senécal, chargés de cours au département des sciences comptables, qui en ont imaginé les opérations commerciales. Sur cette toile de fond, les auteurs ont élaboré une série d'exercices de comptabilité, allant du report des transactions dans les différents livres jusqu'à la préparation des états financiers. *Comptabilité I Simulation comptable CD Info*, publié chez Gaëtan Morin, permet la révision complète du cycle comptable. La simulation doit être effectuée en tenant compte du calcul de la taxe fédérale sur les produits et services et de la taxe de vente du Québec. Outil complémentaire au manuel *Comptabilité I Principes et applications*, l'ouvrage est destiné aux étudiants du niveau collégial.

La consultation publique sur une politique environnementale s'est tenue dernièrement sous la présidence d'honneur d'André Beauchamp, qui a présidé le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) de 1983 à 1987. La journée a donné lieu à six présentations verbales portant sur une politique de gestion environnementale qui s'appliquerait au sein de l'Université. Plusieurs mémoires et commentaires écrits sont déjà parvenus au comité UQAM verte. Sur la photo, on aperçoit, debout, M. Laurent Lepage, qui explique aux commissaires la position de l'organisme qu'il représente, l'ISE. Dans l'ordre habituel,

les commissaires: François Chevalier, responsable général du GRIP Québec UQAM; Fannie Joubert, étudiante à la maîtrise en sciences de l'environnement et membre de l'Institut des sciences de l'environnement (ISE); André Beauchamp, président d'honneur; Robert Litzler, responsable de la gestion environnementale du Collège de Rosemont; Mario Gauthier, chargé de cours et membre de l'ISE; Daniel Clapin-Pépin, professeur de management environnemental à l'École des sciences de la gestion.

IMPÔTEL

Étudiants! Produisez votre déclaration de revenus plus facilement et obtenez votre remboursement plus rapidement.

IMPÔTEL est gratuit, à votre portée et offert sept jours sur sept.

Vérifiez si votre trousse de déclaration personnalisée contient une invitation à l'utiliser.

Pour en savoir plus, visitez notre site Web au :

www.rc.gc.ca/impotel/



Revenu
Canada

Revenue
Canada

Canada